

Déclaration du CTSD du 8 octobre 2012

M. le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

Malgré l'attribution en urgence de postes supplémentaires d'enseignants, la rentrée n'a guère été plus facile que les précédentes. Et pour cause ! Elle a été organisée par le précédent gouvernement dans une logique implacable de restriction budgétaire et de casse du Service Public.

L'École de la République n'est plus présentée comme un fardeau coûteux mais comme nécessaire investissement de la nation.

Des recrutements importants sont annoncés mais ils ne résoudront pas eux seuls tous les maux de notre système éducatif.

Revenons-en à notre département : dans le Premier degré, même si les 9 postes en plus utilisés pour les ajustements de rentrée ont représenté une bouffée d'oxygène pour quelques classes, d'autres, qui n'ont rien eu ou trop peu, sont asphyxiées dès ce début de rentrée.

Pour ces dernières, La rentrée a été pénible, les conditions d'accueil des enfants sont bien difficiles, sans parler des conditions de travail de nos collègues qui ont des effectifs très importants à gérer dès ce mois de septembre. Les exemples ne manquent pas, notamment à l'est du département.

Pour les moyens attribués dans l'académie de Rennes, nous avons vu la dotation en Heures Postes augmenter. Par contre, le volume en HS est encore trop important pour un fonctionnement normal des EPLE. Les divisions sont encore lourdes en effectif. Les BMP inférieurs à 6 heures trop nombreux ne permettent pas à un enseignant de participer à la vie éducative normale d'un établissement. Les remplacements, les travaux en groupe ne peuvent pas être assurés dans tous les établissements.

Pour les personnels, les moyens infirmiers, d'assistants d'éducation, de CPE, d'AVS, et d'assistantes sociales sont encore insuffisants pour permettre à chaque élève une écoute et une aide bienveillante éducative nécessaire dans les établissements. Nous revendiquons un poste de documentaliste, un poste de CPE et un poste d'infirmière par établissement, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Pour les stagiaires, si quelques moyens ont été dégagés, on est encore loin d'une vraie formation professionnelle.

Réhabiliter la pédagogie, construire la formation initiale et continue, redessiner les missions des professeurs, retravailler les programmes et revitaliser le socle commun, redéfinir les rythmes scolaires, revitaliser le métier d'enseignant et de tous les personnels sont des enjeux majeurs.

Il faudra d'autant plus de détermination et de courage politique que le contexte économique accorde peu de marges de manœuvre.

L'UNSA Éducation mettra donc toute son énergie pour que le projet crucial de la refondation de l'École de la République permette enfin la réussite et l'insertion sociale et professionnelle de chaque jeune qu'elle appelle de ses vœux.